

INTERDICTION DE L'IVG ?

En Europe, en France, les forces réactionnaires mobilisées contre l'intérêt des femmes

► Les luttes pour les droits des femmes sont indissociables du progrès et du changement de société. Ces droits sont aujourd'hui attaqués en Europe et en France

► Dans ce domaine, comme dans bien d'autres, des droits des salariés aux politiques migratoires, en passant par la démocratie et les mesures sociales et économiques, il est temps de ré-ouvrir la possibilité d'une politique de gauche qui mette au cœur l'égalité et la justice.

Alors que les femmes sont souvent mobilisées pour reprendre le contrôle de leur vie, aussi bien dans la sphère publique que dans la sphère privée, dans tous les pays du monde, les réactionnaires fourbissent leurs armes pour briser leurs aspirations. Ils ont mené la semaine dernière une offensive dans deux pays européens.

En Pologne

Ainsi en Pologne, dont la législation est très restrictive en terme d'interruption volontaire de grossesse, le gouvernement propose une loi qui interdit l'avortement y compris en cas de viol, de graves malformations du fœtus ou de danger pour la vie de la mère. Ainsi, les associations pro-vie, qui ont obtenu ce durcissement, prétendent déposséder les femmes de tout choix relatif à leurs corps, quitte à les mettre en danger ou à les assigner au seul rôle de procréatrices !

En Italie

Au même moment, l'Italie a célébré son « Fertility Day », censé sensibiliser les jeunes à la nécessité de procréer. Cette campagne, organisée par le ministère de la santé italien, explique en réalité que les priorités des femmes doivent être tournées vers les enfants, leur naissance, leur accompagnement, leur éducation.

Les militantes et militants du Parti Communiste Français sont du côté des femmes de Pologne, d'Italie, de France et d'ailleurs pour balayer ces tentatives rétrogrades et pour entrer de plain-pied dans un XXI^e siècle aux couleurs du choix, des libertés, de l'égalité, de la solidarité pour toutes les femmes du monde entier.

Et en France

En France même, de Manif pour Tous en ABCD de l'égalité, les forces réactionnaires ont pu convaincre et mobiliser contre l'intérêt des femmes, encouragées, parfois, par les renoncements gouvernementaux. Le Front national en a même fait un programme, distillé à coups de petites phrases revendiquant le « retour au foyer » des unes et des autres.

Dernièrement, la diffusion d'une brochure, éditée par la *fondation Lejeune*, dans des milliers d'établissements privés sous contrat, au prétexte de sensibiliser à la bioéthique, mène une charge violente contre l'IVG et culpabilise méthodiquement les jeunes femmes, notamment en cas de viol.



TOULOUSE: LA DROITE À L'ŒUVRE.

Lors de leur conférence de presse à la veille du conseil de Métropole, les élus communistes n'ont pas caché leurs inquiétudes sur la situation de la Métropole, en lien avec la démographie galopante connue depuis plusieurs années. A quasi mi-mandat, la droite a fait preuve d'une inaction grave. Alors que la Métropole, comme Toulouse, connaît un des plus forts taux démographique en France et que l'INSEE prévoit une augmentation forte des habitants et du trafic sur les années à venir.

Un constat, le bilan à mi-mandat de Moudenc et de son équipe n'est fait que de promesses :

D'une part, les promesses non tenues : « pas d'augmentation des impôts, pas de densification mais une urbanisation maîtrisée, pas de baisse de subventions dans la culture, pas d'attaques des services publics... »

Sur tous ces sujets l'équipe Moudenc a fait l'inverse de ses engagements de campagne.

et la promesse du Métro entre 2024 et 2030.

Cette stratégie de l'immobilisme et du coup de poker en misant toute sa politique sur un seul projet, la 3^{ème} ligne, est dangereuse pour les Toulousains et les Métropolitains.

INTERDICTION DE L'IVG ?

Dans le même état d'esprit, il y a moins d'une semaine, le sénat à majorité de droite, a rejeté un amendement proposant un "délit d'entrave numérique" au droit à l'IVG dans le cadre de la loi égalité et citoyenneté. Cet amendement visait à sanctionner les sites anti-IVG déguisés en site d'information scientifique.

Ces deux offensives ont ceci en commun qu'elles affichent une prétention scientifique et qu'elles s'adressent aux plus jeunes. Il s'agit, à défaut de changer la loi, de décourager, par la culpabilité, les femmes qui pourraient y recourir à l'IVG.

Avançons pour les droits des femmes

Pour consolider le droit à l'IVG et déjouer sa remise en question, qui est au centre des combats engagés par les réactionnaires à l'échelle européenne et en France, les communistes proposent de constitutionnaliser le droit à l'IVG.

Les luttes pour les droits des femmes sont indissociables du progrès et du changement de société. Avec les politiques austéritaires, par la remise en cause, dans chaque pays, des services publics, qui plonge les femmes dans la précarité et les renvoie vers des charges supplémentaires, par la multiplication des ingérences religieuses, par la recrudescence des idées d'extrême droite qui attaquent frontalement le droit fondamental des femmes à disposer de leurs corps les libertés des femmes sont systématiquement bafouées.

Faire converger et vivre les attentes

Dans ce domaine, comme dans bien d'autres, des droits des salariés aux politiques migratoires, en passant par la démocratie et les mesures sociales et économiques, il est temps de ré-ouvrir, en France, la possibilité d'une politique de gauche qui mette au cœur l'égalité et la justice. Et pour l'Europe, se battre pour la clause de l'européenne la plus favorisée, pour changer cette Europe, de plus en plus étouffante.

La Grande consultation citoyenne, initiée par le PCF, montre que les attentes populaires sont exigeantes, à la hauteur des enjeux actuels et de l'état de notre pays. Des majorités sur des propositions d'issue à la crise existent dans le peuple. Fédérons les, ensemble, à gauche dans une dynamique populaire.

TOULOUSE: LA DROITE À L'ŒUVRE.

En ayant pratiquement mis à l'arrêt le Boulevard Urbain Nord durant le mandat, alors que les communes du Nord Toulousain voient fleurir les projets immobiliers sur plus de 360 hectares constructibles, Jean Luc Moudenc provoque de fait une augmentation des embouteillages. Il fait de même en bloquant le tramway à St Michel plutôt que de le faire arriver à la gare.

Les Toulousains, comme les autres, ne peuvent pas vivre de promesses non tenues ou d'un effort tel que celui demandé sur les dix ans à venir, qui ne résoudrait pas les bouchons de manière rapide, et qui de plus affecteront toutes les politiques publiques de la Métropole.

Avec plus de 2 milliards d'euros annoncés pour le coût du métro, hors de question pour les élus communistes d'avaloir toutes les hausses de tarifs, notamment celle du tarif jeune Tisséo, et tous les abandons ou privatisations des services publics. Il y a de fait une urbanisation non maîtrisée dans le nord toulousain, sans moyens de transport, et avec le retour des groupes immobiliers privés. Il faut en urgence relancer le Boulevard Urbain Nord et une maîtrise publique du foncier avec l'EPFL (Établissement Public Foncier Local) qui a fait la preuve de son utilité de 2009 à 2014.

Autres reproches au Président de la Métropole fait par les communistes :

le peu d'implication de Jean Luc Moudenc sur la défense de l'intérêt général et de l'emploi, tant sur le dossier de la privatisation de l'aéroport que sur les dossiers comme l'usine de Latécoère. Au contraire le 6 octobre la Métropole accompagne la direction de Latécoère dans leurs projets malgré les fermetures de site.

De même sur les universités toulousaines ou le silence de la Métropole et de la mairie de Toulouse est assourdissant, on attend toujours l'engagement de la collectivité au côté des étudiants et des salariés..

AUX ACTES CITOYENS!

JE REJOINS LE PCF

Nom :

Prénom :

Adresse :

E-mail :

Tél :

A retourner à : Fédération du PCF, 1 allée Marc Saint-Saëns BP 73657 – 31036 Toulouse Cedex 1
Tel : 05 61 31 61 31

Courriel : fede.pcf31@orange.fr